



Luttes pour la terre, les forêts et la souveraineté alimentaire



Brésil. Ph: WRM

Notre Opinion : Les communautés paysannes et les communautés tributaires des forêts sont unies dans leurs luttes.....	3
République démocratique du Congo : Transformer à nouveau les terres paysannes en monocultures de palmiers à huile.....	5
Cameroun : Contestation des riverains de la Certification ISO 14001:2004 de la Socapalm.....	11
Bassin du Congo : tempête annoncée.....	13
Uruguay : menace de construction d'une troisième usine géante de cellulose.....	18
Indonésie : la résistance du sacré à Bali contre la « révolution verte » et l'industrie du tourisme.....	22
Le projet Envira REDD+ dans l'État d'Acre, au Brésil : une certification Gold pour des promesses vides.....	26
Brésil : le cerrado et la ville de Três Lagoas sous le contrôle des papetières.....	30
LES ACTIONS EN COURS	
Demandez à l'Agence suédoise de l'énergie de suspendre ses futurs versements à Green Resources et d'annuler la transaction pour l'achat de crédits carbone !.....	34
Inde : arrêtez les expulsions dans les réserves de tigres !.....	34

RECOMMANDATIONS

Qui va nous nourrir ?.....	34
Militants finlandais protestent contre Stora Enso et Veracel	35
D'où vient tout l'or traité en Suisse ?.....	35

Le présent bulletin contient des articles écrits par la Synaparcam (Synergie Nationale des Paysans Et Riverains du Cameroun) et Earthsight UK. De plus, les membres du secrétariat international de WRM partagent leurs expériences et apprentissages lors de travaux sur le terrain [avec des organisations locales] dans le Mato Grosso do Sul, Brésil; à Bali, Indonésie; en Uruguay; dans le Kwilu, République démocratique du Congo; et dans l'État d'Acre, Brésil.

Luttes pour la terre, les forêts et la souveraineté alimentaire

Notre Opinion Les communautés paysannes et les communautés tributaires des forêts sont unies dans leurs luttes



Laos Ph: Focus on the Global South/Anthony Gueguen

Le 17 avril 1996, 19 paysans du MST, Mouvement des sans-terres, dans l'État de Pará, Brésil, ont été assassinés alors qu'ils luttait pour la terre. À la suite de ce massacre, La Vía Campesina — le plus grand mouvement social qui regroupe les paysannes et les paysans du monde entier — a choisi cette date comme la **Journée internationale des luttes paysannes**. Un jour pour se souvenir, renforcer ces luttes et se mobiliser contre **la persécution et la violence que les paysannes et paysans subissent quotidiennement partout sur la planète à cause des politiques néolibérales du système économique dominant**.

Chaque année, le WRM se joint à l'appel de solidarité avec les luttes pour la terre, les moyens de subsistance et l'autonomie des peuples.

En fin de compte, les luttes des paysannes et des paysans sont intimement liées à celles des communautés tributaires des forêts. **Bien souvent, les communautés paysannes dépendent elles aussi des forêts et les communautés tributaires des forêts sont, en même temps, des communautés paysannes**. En produisant des aliments, ces communautés vivent, se reproduisent et maintiennent leur culture et leur souveraineté alimentaire grâce à leurs terres, forêts et milieux naturels.

Mais autre chose les unit : les menaces auxquelles elles sont constamment confrontées en raison des politiques néolibérales qui cherchent à **concentrer la terre et les forêts au profit d'une minorité minuscule formée de** sociétés transnationales, d'agences gouvernementales, de magnats ou d'organisations de protection de la nature avec leurs soi-disant projets de carbone forestier (REDD+) ou de « compensation » carbone.

L'accaparement des terres continue de croître, principalement dans les pays du Sud, accompagné d'une forte oppression, de criminalisation et de violence.

Le présent bulletin comprend un article de la Synergie nationale des paysans et riverains du **Cameroun** (Synaparcam) qui décrit comment la société Socapalm de plantation de palmiers à huile tente de prolonger une certification dans le seul but de produire plus de bénéfices économiques. Socapalm a été maintes fois dénoncée pour les désastreux effets de ses plantations sur les forêts, le milieu naturel et les communautés locales. Un deuxième article dénonce une nouvelle tendance et stratégie dans l'expansion des plantations de palmiers à huile : le lancement de programmes qui prétendent améliorer la production de cultures alimentaires. Une délégation de la COPACO-PRP, la plus grande confédération paysanne de la **République démocratique du Congo**, et du WRM a pris connaissance de l'expérience des familles paysannes intégrées au programme PPAKIN dans le Kwilu, une province ayant une riche histoire de spoliation, de lutte, de déforestation, d'accaparement de terres et de résistance depuis l'époque coloniale.

Un autre article décrit une tactique qu'utilisent les sociétés forestières et les plantations dans **les forêts du bassin du fleuve Congo**. Les plus grandes sociétés forestières de la République du Congo, de la République démocratique du Congo et de la République centrafricaine entretiennent des liens avec les projets de plantations qui abattent les forêts. Ainsi, les sociétés de plantation qui éprouvent de la difficulté à financer leurs activités utilisent l'extraction du bois pour gagner de l'argent.

L'exemple de la ville de Três Lagoas, dans l'État du **Mato Grosso do Sul, Brésil**, démontre la forte influence que les sociétés de plantation d'arbres et de production de cellulose peuvent exercer sur la population afin de neutraliser la résistance. Profitant de l'absence de l'État, ces sociétés parviennent à avancer dans ces territoires avec des « projets sociaux » qui rendent les familles dépendantes de leur présence. Par ailleurs, un article d'**Uruguay** dénonce la menace latente de l'installation d'une troisième méga-usine de cellulose dans ce pays, cette fois par la finlandaise UPM.

À **Acre, Brésil**, l'histoire d'une communauté vivant dans le territoire d'un projet de carbone forestier ou REDD+ de 40 000 hectares montre leur dure lutte pour l'accès à la terre et l'obtention de titres de propriété. Ici, la communauté de seringueiros [personnes qui se consacrent à l'extraction de latex de caoutchouc] vit depuis des générations dans ces forêts sans jamais avoir obtenu leurs titres de propriété. De son côté, le projet a déjà vendu de nombreux crédits de carbone et, à ce jour, n'a fourni qu'un nécessaire dentaire et une visite chez le dentiste aux membres de la communauté.

Mais ce sont les communautés paysannes tributaires des forêts, enracinées sur leurs terres, dans leurs forêts et espaces de vie, qui luttent pour résister au mouvement pour concentrer toujours plus de terres pour l'accumulation de bénéfices économiques. Leurs luttes de résistance vont main dans la main avec la défense non seulement de leurs terres et de leurs forêts, mais aussi de leurs façons variées de vivre, de concevoir et de se lier avec le monde. Ces diverses cultures contiennent des histoires et des savoirs transmis depuis d'innombrables générations.

Cette lutte de résistance et de défense de la vie est manifeste dans l'article sur les progrès néfastes de l'industrie agricole et du mégatourisme à **Bali, Indonésie**. En s'organisant à la base, des communautés, dont la conception du monde priorise une relation directe et



sacrée avec le milieu naturel, parviennent à éviter que les entreprises spolient leurs terres, leurs forêts et leurs sources d'eau.

Bonne lecture !

République démocratique du Congo : Transformer à nouveau les terres paysannes en monocultures de palmiers à huile



Ruines des installations d'Unilever. Lusanga, DRC. Ph: WRM.

Le projet PPAKIN promet d'améliorer les moyens d'existence des paysans de la République démocratique du Congo (RDC). Mais dans la province du Kwilu, les paysans sont en colère. Le projet les a amené à payer pour des plants de palmiers à huile industriels, mais sans qu'ils reçoivent une quelconque aide supplémentaire par la suite.

Au cours des 10-15 dernières années, une nouvelle vague d'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile a eu lieu dans les pays d'Afrique occidentale et centrale. Cela tient principalement à l'intérêt des multinationales, qui visent à faire des profits à partir de la demande croissante en huile de palme sur le marché mondial. Des grandes plantations ont envahi des terres appartenant aux communautés et ont ainsi porté atteinte à leur souveraineté alimentaire et à leurs lieux culturels ou sacrés, tout en accroissant les violences, en particulier à l'encontre des femmes (1), et en conduisant à de nombreuses manifestations des communautés.

Cette expansion s'accompagne maintenant d'une nouvelle tendance : le lancement de programmes qui déclarent principalement qu'ils vont améliorer la production des cultures vivrières. Si la promotion des plantations de palmiers à huile fait partie de ces programmes, leurs promoteurs, parmi lesquels des représentants des secteurs publics et privés nationaux ou internationaux, assurent que celles-ci ne sont pas leur objectif principal. Par ailleurs, ils prétendent que les palmiers à huile seront plantés par les paysans, pas par les entreprises.

Un exemple en est fourni par le programme GRAINE, au Gabon. Promu par la multinationale agroalimentaire Olam et le gouvernement gabonais, il prétend augmenter la production alimentaire domestique pour améliorer la sécurité alimentaire des paysans et du pays. Mais, dans la pratique, le projet favorise principalement les plantations industrielles de palmiers à huile sur les terres paysannes à travers des soi-disant « coopératives » paysannes. (2)

Préoccupée par cette nouvelle évolution, une délégation de la plus grande confédération paysanne de la République démocratique du Congo, la COPACO-PRP (Confédération Paysanne du Congo - Principal Regroupement Paysan), et WRM, ont décidé de visiter un programme similaire dans la province du Kwilu en février 2018, à environ 500 kilomètres à l'est de la capitale, Kinshasa. La COPACO et WRM ont voulu en savoir plus sur la situation des paysans touchés par **un programme appelé PPAKIN**, qui signifie « Programme d'appui aux pôles d'approvisionnement de Kinshasa en produits vivriers et maraîchers ». L'objectif général du programme est de « contribuer de manière durable à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des paysans producteurs » (3). Le projet, qui a démarré en 2014, est mené par le gouvernement de la RDC et financé par le FIDA (Fonds international pour le développement agricole de l'ONU) pendant une période de 10 ans, avec un investissement total estimé à 115 millions de dollars. (4)

Les familles paysannes qui nous ont accueillis (5) nous ont dit qu'**elles avaient reçu de PPAKIN des plants de palmiers à huile Tenera dits « améliorés », ainsi que des engrais chimiques** en février 2017. Elles ont dû mettre en place ces plants en monoculture dans environ 4-5 hectares, une superficie considérable pour l'agriculture paysanne en RDC. Les techniciens du projet leur ont dit qu'une dose précise d'engrais devrait être appliquée avec chaque plant planté. Pour faire partie du programme, **les paysans ont dû payer des frais d'adhésion** de 15 000 francs congolais – environ 9 dollars américains – ce qui constitue un montant considérable en RDC. Certains ont également mentionné qu'ils avaient signé un contrat, un « *protocole d'accord* ». Nous n'avons pas pu consulter ce contrat.

Les paysans ont souligné qu'on leur avait promis un soutien financier pour l'entretien des plantations de palmiers à huile pendant les 5-6 années qui précèdent le début de la production des palmiers à huile. Mais jusqu'à présent, **ils n'ont reçu aucune aide**. Cela met les paysans en colère et ils se sentent trahis par le projet. De plus, **l'entretien d'environ 4 à 5 hectares de palmiers à huile, avec 280 plants de palmier à huile par hectare, nécessite beaucoup de travail**.

Un paysan nous a montré comment il essaie de faire face à cette situation en plantant du manioc au milieu de la monoculture de palmiers à huile, afin d'obtenir des revenus et des produits alimentaires, dans une région qui était auparavant couverte de cultures vivrières. Cependant, les membres d'une autre famille de paysans, préoccupés par les engrais chimiques qu'ils étaient obligés d'appliquer, ont décidé de ne pas planter d'autres cultures entre les palmiers à huile. Selon l'expérience des membres de COPACO, les intrants chimiques ont un effet nocif sur le sol et leurs cultures vivrières. Par conséquent, les paysans réalisent leurs principales cultures vivrières, comme le manioc et le maïs traditionnel, ainsi que d'autres légumes, sans aucun apport chimique. Un paysan nous a déclaré : « Les engrais chimiques ne permettent pas aux autres cultures de pousser correctement. »

Une région historiquement marquée par le palmier à huile

Depuis des temps immémoriaux, la province du Kwilu est couverte de vastes plantations de palmiers à huile « sauvages », extrêmement importantes et qui offrent de multiples usages aux communautés locales. La province du Kwilu est historiquement la plus grande productrice d'huile de palme du pays. (6)

Vers 1910, la société britannique de production de savon Lever Brothers, à la recherche d'une huile végétale bon marché, a découvert ce trésor naturel. Elle a obtenu une concession du gouvernement colonial et a créé une société de plantation appelée « *Huileries du Congo Belge* » (HCB), qui a pris le nom de « *Plantations Lever au Congo* » (PLC) après l'indépendance, et de « *Plantations Lever du Zaïre* » (PLZ) dans la période de l'ex-président Mobutu. Un paysan plus âgé nous a dit qu'**après avoir obtenu leur concession, les HCB ont commencé à « acheter » l'accès aux plantations naturelles de palmiers à huile dans le district de Lusanga, en payant aux chefs de terres un sac de sel pour obtenir l'accès à 100 hectares.** L'entreprise a commencé à produire des plants à partir de palmiers à huile naturels et les a plantés en lignes afin d'augmenter la production, en créant des plantations semi-intensives. Plusieurs autres hommes d'affaires belges et portugais ont suivi l'exemple de Lever Brothers et se sont installés pour profiter de cette huile de palme naturelle.

Des travailleurs ont été recrutés de force dans d'autres régions et sévèrement exploités pour faire le travail risqué de la récolte des fruits de palme. Ils ont été hébergés dans des camps de travailleurs à Lusanga – qui s'appelait à l'époque Leverville – où la société avait installé ses installations de production d'huile de palme. À la suite de la crise économique de 1929, avec la réduction des salaires des travailleurs, la ville de Kikwit est devenue le lieu du plus grand soulèvement contre le régime colonial belge au Congo en 1931. (7) Cela s'est conclu par une répression violente, avec des centaines de personnes tuées. Un paysan plus âgé nous a raconté que sa famille n'avait réussi à survivre qu'en restant//que parce qu'elle était restée cachée dans la brousse.

Lorsque Mobutu est arrivé au pouvoir en 1965, des décennies de crises économiques et de guerres civiles ont commencé et l'entreprise a abandonné Lusanga, y compris ses installations de production d'huile de palme et les plantations. L'entreprise a néanmoins conservé des plantations dans d'autres régions et en a vendu une partie en 2009 à la société canadienne FERONIA, où les communautés luttent depuis des années pour récupérer leurs terres, volées depuis la période coloniale. (8)

Se souvenir du passé pour construire le futur ?

Qu'est-il arrivé à Lever Brothers ? En 1930, avec son activité très rentable dans le Congo colonial, l'entreprise a fusionné avec la société néerlandaise Margarine Unie et a créé UNILEVER. Cette société anglo-néerlandaise, qui produit des biens de consommation, est devenue l'une des plus grandes multinationales du monde et fait un bénéfice annuel de plusieurs milliards de dollars. La description historique du « succès » de l'entreprise sur son site internet semble avoir **soigneusement exclu l'histoire des violences et des abus commis contre le peuple congolais.**

De nos jours, malgré son discours public, **le projet PPAKIN semble vouloir refaire vivre le passé dans la même province de Kwilu, en transformant une fois de plus les terres paysannes en monocultures de palmiers à huile.** Son soutien financier tend à aller dans le même sens : Le FIDA de l'ONU a encouragé la nouvelle vague d'expansion industrielle du palmier à huile en Afrique, en étroite collaboration avec les gouvernements africains, la Banque mondiale et le secteur privé.

Et que sont devenus Lusanga et les paysans après le départ d'UNILEVER pendant la période Mobutu ? Les installations de l'entreprise se sont transformées en ruines. La ville, qui compte aujourd'hui environ 15 000 habitants, manque de services de base tels que

l'approvisionnement en eau et en électricité. Les paysans ont repris les anciennes plantations d'UNILEVER. Ce sont principalement des hommes spécialisés dans la production à petite échelle et avec des équipements artisanaux qui récoltent de l'huile de palme pour le marché domestique. Ils cherchent des moyens d'organiser et d'améliorer leur production, car l'huile de palme est la clé de leur culture et peut leur permettre d'avoir un revenu.

Les paysans s'organisent pour construire un avenir différent

Des organisations paysannes comme la COPACO alertent sur la menace d'expansion des monocultures d'huile de palme et d'autres cultures, en raison de leurs impacts sociaux, culturels et environnementaux. Ils insistent sur le fait que **les paysans doivent conserver le contrôle sur les terres dont ils dépendent**. Cependant, « l'intégration » des paysans dans le secteur agro-industriel, comme le programme PPAKIN, met en danger ce contrôle sur leurs terres. La COPACO défend un système de production diversifié basé sur une maîtrise sur les terres pour assurer la souveraineté alimentaire pour les générations présentes et futures. Les principes de l'agroécologie, qui s'opposent radicalement à la mise en place de monocultures dépendant des intrants chimiques, sont fondamentaux.

De nos jours, à Kikwit, vous pouvez toujours trouver sur le marché une huile de palme rouge qui est produite par des femmes et qui est celle qu'elles préfèrent pour cuisiner leurs repas. Leur expérience leur a montré qu'il est impossible de produire cette huile de haute qualité à partir des plants améliorés distribués par le projet PPAKIN. **La dynamique du projet PPAKIN vise seulement à attirer des entreprises privées pour investir et contrôler la production d'huile de palme**. Cela peut devenir une menace sérieuse pour l'huile de palme traditionnelle, toujours sous le contrôle des paysans et avec de multiples usages très fortement liés à leur vie quotidienne et à leurs besoins.

Les paysans avec qui nous avons parlé ont aussi fait un commentaire intéressant : le palmier à huile naturel se reproduit facilement par lui-même. Sa nature non chimique facilite sa propagation avec l'aide des animaux et des oiseaux.

Remarques finales

Si le projet PPAKIN réussit à attirer des investissements du secteur privé pour « réhabiliter » les installations de production d'huile de palme à Lusanga, il réhabilitera la logique qui prévalait auparavant : **l'accaparement des terres et l'exploitation de la population/de la main d'œuvre pour un profit privé, avec un pouvoir concentré dans les mains d'entreprises privées soutenues par l'État**. Encore une fois, les communautés paysannes jouent un rôle essentiel en produisant la matière première pour l'industrie de l'huile de palme au coût le plus bas possible. Cependant, dans une telle logique, les paysans qui cultivent des palmiers à huile mais sont incapables de remplir le contrat avec l'entreprise privée courent le risque de perdre leurs terres.

*Winnie Overbeek, winnie [at] wrm.org.uy
Membre du secrétariat international du WRM*

(1) Bulletin WRM 236, mars 2018. Femmes, plantations d'arbres et violence : construire des résistances, <https://wrm.org.uy/fr/bulletins/femmes-plantations-darbres-et-violence-construire-des-resistances-bulletin-236-mars-2018/>

(2) GRAINE de désespoir : les communautés perdent leurs terres et leurs sources d'eau dans l'agro-industrie d'OLAM au Gabon, Bulletin WRM 231, juin 2017, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-231-juin-2017/>

[wrm/section1/graine-de-desespoir-les-communautes-perdent-leurs-terres-et-leurs-sources-deau-dans-lagro-industrie-dolam-au-gabon/ B 237 - Boletin Completo_FR.doc](#)

(3) FIDA, Programme PAPAKIN, document de conception de programme, 2013.

(4) PAPAKIN : Une solution pour contribuer à la sécurité alimentaire, Forum des As, <http://www.forumdesas.org/spip.php?article581>

(5) Quand nous sommes arrivés à Kikwit, nous avons découvert que notre visite avait été annoncée la veille sur une station de radio locale. Par coïncidence, la coopérative mise en place dans le cadre des activités du projet PAPAKIN à Kikwit a refusé de nous recevoir. Nous avons découvert que les paysans qui faisaient partie du projet avaient reçu le jour même l'instruction de ne pas nous parler. Néanmoins, nous avons pu rendre visite à plusieurs paysans qui participaient au projet et nous ont fait part de leur expérience.

(6) Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et le futur - 2013, WRM, <https://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/le-palmier-a-huile-en-afrique-le-passe-le-present-et-le-futur-2013/>

(7) RDC : à Lusanga, les fantômes d'Unilever au Congo, 2017, Jeune Afrique, http://www.jeuneafrique.com/depeches/433972/economie/rdc-a-lusanga-fantomes-dunilever-congo-zaire/ B 237 - Boletin Completo_FR.doc

(8) Land conflicts and shady finances plague DR Congo palm oil company backed by development funds, 2016, <http://wrm.org.uy/books-and-briefings/land-conflicts-and-shady-finances-plague-dr-congo-palm-oil-company-backed-by-development-funds/> (aussi disponible en Lingala)

Cameroun : Contestation des riverains de la Certification ISO 14001:2004 de la Socapalm



Cameroun.: Ph: Synaparcam.

La Socapalm été créée en 1968 par le gouvernement Camerounais puis privatisée en 2000. **La Socapalm est contrôlée par SOCFIN, un groupe agro-industriel multinational spécialisé dans la culture de palmiers à huile et d'hévéa.** SOCFIN est contrôlée par l'homme d'affaire belge Hubert Fabri et par le français Vincent Bolloré. Le groupe dispose de sociétés financières et opérationnelles en Belgique, au Luxembourg et en Suisse qui gèrent des plantations dans une dizaine de pays africains et asiatiques. **La politique d'expansion agressive du groupe a mené à des accaparements de terres** dont les impacts sur les conditions de vie des populations locales ont provoqué de nombreuses réactions des villageois directement affectés. **Avec l'arrivée de la plantation en Cameroun en 1968, des hectares de forêt ont été défrichés puis progressivement remplacés par des monocultures de palmier à huile, réduisant d'autant les surfaces sylvicoles** jusqu'alors utilisées par les populations locales pour leurs activités de chasse et de collecte. (1)

Les communautés riveraines de l'agro-industrie Socapalm (filiale de SOCFIN Bolloré au Cameroun) sont inquiètes de la façon dont leur **environnement est pollué** à travers les activités de cette société.

Les communautés riveraines ne cessent de dénoncer quotidiennement le système de management environnementale qui les expose aux **maladies graves et aux nuisances diverses.**

En Afrique Centrale, plusieurs entreprises sont certifiées par ISO 14001, qui concerne la manière de protection de l'environnement où l'entreprise mène ses activités. **La certification ISO 14001 de Socapalm est désuète depuis mai 2017. Avant cette date, Socapalm a engagé un cabinet pour une étude d'impact environnementale pour renouvellement de ce certificat.** Vu la manière que Socapalm pollue notre environnement, et un travail Legé qu'à effectué le cabinet en question, **nous a amené à dénoncer la prochaine certification.**

Les riverains des 6 sites de la Socapalm ont répertorié quelques **cas flagrants de non-conformité aux exigences de la norme ISO 14001 : 2004** adossés les principes généraux en matière de protection de l'environnement, sur les exigences légaux et réglementaires de la République du Cameroun également sur les conventions liant l'Etat à la Socapalm.

Les marigots qu'utilisent les riverains pour le ménage et la consommation sont **contaminés par les engrais et les produits chimiques** entraînés par des eaux de ruissellement des pluies, les déchets stockés dans les lagunes sont aussi déversés dans ces marigots **alimentant les villages riverains sans traitement approprié**. Les rafles venant de l'usine sont versées dans la plantation provoquant la **prolifération des mouches, des odeurs nauséabondes venant des lagunes, le rejet à l'air libre des escarilles par la fumée des usines Socapalm**. La validité de cette certification était conditionnée au *fonctionnement continu et satisfaisant du système de management* de la Socapalm. Or, l'article 29 de la Loi cadre relative à la gestion de l'environnement ainsi que l'article 5 de la Loi n°98/005 du 14 Avril 1998 portant régime de l'eau interdisent ce genre de pratique. **La contamination des populations en aval entraîne la multiplication exponentielle des victimes de maladies hydriques**. Le Déversement dans les lagunes non fonctionnelles et des cours d'eaux des matières fécales vidangées dans les fosses septiques. La Socapalm procède annuellement à la vidange des fosses septiques des toilettes des camps de logement de ses travailleurs. Pour éviter de créer ses propres stations d'épuration pour traiter ce type de déchets, **la Socapalm déverse le contenu des fosses septiques dans les lagunes et certains cours d'eaux** en violation flagrante du décret n°2001/165/PM du 08 Mai 2001 précisant les modalités de protection des eaux de surface et des eaux souterraines contre la pollution.

L'utilisation des sacs d'engrais pour la collecte des fruits détachés ou perdus. Lors de la récolte des régimes de noix de palme, des fruits se détachent et se répandent au sol. Pour ne pas les perdre, la **Socapalm fait recours aux enfants mineurs et aux femmes pour les ramasser en mettant à leur disposition des sacs contaminés par des produits toxiques dangereux** (pesticides, engrais, herbicides...); les exposant ainsi aux maladies causées par ces produits et contaminant au passage une partie considérable de leur récolte. Ceci étant contraire à la Loi n° 2003/003 du 21 avril 2003 portant protection phytosanitaire en ses articles 19 et suivants qui préconise un traitement spécifique pour ce type de déchet dangereux.

La non-prise en compte des préoccupations posées par les victimes, nous, populations riveraines et principales victimes des dysfonctionnements mentionnés ci-dessus, avons toujours posé ces problèmes et bien d'autres encore à la Socapalm. Cette dernière n'a jamais daigné y apporter des solutions durables, ne serait ce que par respect de ses obligations contenues à l'article 8 alinéas 1 et suivants de la Convention de cession de 90% des actions détenues par l'Etat dans le capital de la Socapalm signé le 30 Juin 2000.

La seule chose qui lui importe c'est **d'engranger des profits en se servant impunément du Label ISO** ; un Label qu'elle est loin de mériter. Pourtant, d'après la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992, « les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature. »

Synaparcam (Synergie Nationale des Paysans Et Riverains du Cameroun)

(1) SYNAPARCAM, Mobilisations des paysans a travers le Cameroun, https://www.asso-sherpa.org/wp-content/uploads/2016/06/2016_06_01_dossier-de-presse-synarcam.pdf

Bassin du Congo : tempête annoncée



Ph: Earthsight

Cet article est basé sur une publication récente de Earthsight : « Tempête annoncée », mars 2018. La publication avec toutes les références peut être consultée en anglais : https://docs.wixstatic.com/ugd/624187_3ad671d82fe74cf98a8a3a662d463521.pdf Et en français : https://docs.wixstatic.com/ugd/624187_c72f6f1f3119453b8c17a32e7ca83f46.pdf

Le bassin du Congo abrite l'une des trois dernières grandes étendues de forêt tropicale du monde, qui fournit des moyens de subsistance à plus de 75 millions de personnes. Bien que l'exploitation forestière ait entraîné d'importantes dégradations, la plupart des forêts d'Afrique centrale sont toujours sur pied. Mais une tempête se prépare.

Tout au long de l'année 2017, l'ONG Earthsight a suivi le développement des plantations d'huile de palme et d'hévéa dans le bassin du Congo, en s'intéressant tout particulièrement à la République du Congo et la République démocratique du Congo. Les résultats montrent que si des conditions économiques mondiales défavorables ont entraîné le ralentissement ou l'annulation de nombreux projets, les plantations industrielles continuent de faire peser une menace considérable sur les forêts et les populations de la région. **Dès que les prix des matières premières augmentent, il est difficile d'empêcher une accélération rapide de la destruction des forêts.**

À la fin des années 2000, les prix de l'huile de palme et du caoutchouc ont augmenté de façon spectaculaire, ce qui a entraîné une vague d'investissements dans le bassin du Congo, avec d'immenses plantations nouvelles annoncées régulièrement à quelques semaines d'intervalle. En 2013, les accords signés portaient sur un demi-million d'hectares pour la seule huile de palme, avec 1,1 million d'hectares supplémentaires de projets en cours de négociation. Les projets les plus avancés au Cameroun, en République du Congo et au Gabon prévoyaient pour ces pays une augmentation des taux de déforestation de 14, 48 et 140 pour cent respectivement. Heureusement pour les forêts de

la région, les prix de l'huile de palme et du caoutchouc se sont effondrés fin 2011 et restent bien inférieurs à leurs valeurs record. De nombreux projets ont peu progressé en raison d'un manque de financement. D'autres ont été discrètement annulés. **Les plantations qui ont le plus progressé sont celles qui ont bénéficié du soutien des plus gros bailleurs de fonds, notamment de gouvernements étrangers.**

Le développement le plus rapide a eu lieu au Gabon, où le géant singapourien de l'agroalimentaire **Olam** met en place d'immenses plantations de palmiers à huile et d'hévéas. (1) Les images satellites révèlent que l'entreprise a **détruit quelque 35 000 hectares de forêt** au cours des six dernières années. En février 2017, après un dénonciation très médiatisée de la poursuite des destructions, Olam a accepté de suspendre les défrichements pendant une année. Cet engagement a maintenant été prolongé jusqu'en janvier 2019.

Le deuxième plus grand destructeur est également soutenu par le gouvernement. **Sudcam, une filiale du géant pétrolier et chimique public chinois Sinochem, a défriché près de 10 000 hectares au Cameroun.** Le projet est directement limitrophe à la réserve de faune du Dja, un site classé au patrimoine mondial. Un rapport de l'UNESCO de 2012 a évoqué la menace que représentaient les plantations d'hévéa pour la réserve. Les habitants affirment que la plantation les a privés de leurs terres et que les autorités gouvernementales ont réagi à leurs manifestations par des menaces et des intimidations. Les images satellites les plus récentes montrent que le taux de défrichement dans cette zone s'est accéléré en 2017.

Les entreprises d'exploitation forestière se lancent dans le secteur des plantations, et vice versa

Les entreprises forestières les plus grandes et les plus connues de la République du Congo, de la République démocratique du Congo et de la République centrafricaine sont liées d'une manière ou d'une autre à des projets de plantation qui détruisent des forêts. **Les entreprises forestières, qui depuis très longtemps bafouent la loi impunément, apportent maintenant cette expérience au secteur des plantations.**

Les entreprises de plantation qui ont des difficultés pour financer leurs activités se tournent souvent vers le bois d'œuvre pour dégager des liquidités. Cela est particulièrement vrai en République du Congo, qui abrite de loin la plus grande superficie de forêt immédiatement menacée par le développement des plantations industrielles.

République du Congo : des concessions de plantations pour l'exploitation forestière

Sur le papier, le gouvernement de la République du Congo fait beaucoup pour protéger les forêts. Il a ratifié plus d'une douzaine de conventions et de traités relatifs à l'environnement. Il a signé en 2010 avec l'UE un accord visant à garantir l'origine légale de tout le bois importé en Europe en provenance du Congo (APV-FLEGT). Il a également signé en 2016 la « Déclaration de Marrakech », qui promet de promouvoir un secteur de l'huile de palme qui « garantit la survie à long terme [...] des forêts tropicales ». Cependant, en réalité, que ce soit dans ses actions et dans son inaction délibérée, le gouvernement de la République du Congo affaiblit et contredit ces traités et accords.

Entre 2008 et 2012, **plus d'un demi-million d'hectares ont été attribués à de nouvelles concessions de palmiers à huile et d'hévéas. Presque toutes les terres accordées étaient couvertes de forêts.** Le gouvernement n'a jamais publié les contrats, les cartes ou les permis pour aucune de ces concessions. L'Observateur indépendant de la mise en application de la loi forestière a établi qu'elles étaient toutes en train d'exploiter ou de défricher des forêts illégalement. Aucune des entreprises concernées n'a effectué l'évaluation des impacts sociaux et environnementaux exigée par la loi, ni obtenu le consentement libre, informé et préalable (CLIP) auprès des propriétaires fonciers coutumiers.

L'un de ces projets, géré par **Atama Plantation SRL**, correspond au plus grand bail accordé à une plantation jamais établie dans la région. En 2010, l'entreprise **a pris le contrôle de 470 000 hectares de terres boisées.** Les propriétaires de l'entreprise ont été soigneusement cachés derrière de multiples niveaux de sociétés écrans dans des juridictions opaques. Il est apparu par la suite que les principaux acteurs étaient le magnat foncier malaisien Robert Tan et Reuban Ratnasingam, le patron de l'une des sociétés forestières les plus importantes et les plus connues du Congo, à capitaux malaisiens.

Déjà fin 2011, les autorités avaient découvert des preuves de multiples irrégularités graves. Des centaines d'arbres ont été coupés sans déclaration officielle, les dossiers ont été illégalement modifiés et l'entreprise a défriché la forêt sur plus de deux kilomètres à l'extérieur des limites de son permis existant. L'entreprise exerçait également ses activités sans l'Évaluation d'impact environnemental exigée par la loi.

Le défrichage des terres pour la concession de palmiers à huile a progressé extrêmement lentement en 2014 et 2015, avant de s'interrompre complètement à la fin de cette année-là. **Atama a alors adopté une nouvelle stratégie pour gagner de l'argent : se transformer en une entreprise d'exploitation forestière.** Bien qu'Atama ait coupé, vendu et transformé du bois depuis qu'elle a commencé ses activités, elle pouvait presque prétendre qu'il s'agissait d'une conséquence indirecte de ses travaux de défrichage de la forêt pour la mise en place des palmiers à huile. Il semble maintenant que toute idée de faire autre chose ait été abandonnée. À partir de mai 2016, les images satellites montrent la progression rapide d'un abattage sélectif intensif et destructeur des arbres dans une vaste zone de forêt auparavant dense, à l'intérieur de la concession de l'entreprise.

En février 2017, le gouvernement a finalement demandé l'arrêt de l'exploitation forestière illégale. À ce moment-là, 5 000 hectares avaient été sérieusement impactés. Peu de temps après, une enquête menée par une ONG locale a permis de constater que l'entreprise continuait de traiter de gros volumes de bois de grande valeur. (2) Selon leur enquête, **Atama avait également eu recours à l'intimidation pour réprimer les manifestations.** En septembre 2017, la Direction des forêts a annoncé avoir découvert que quelque 14 000 mètres cubes de grumes coupés dans la concession d'Atama avaient été sortis clandestinement du pays. D'importants volumes de grumes supplémentaires appartenant à Atama ont été saisis au port de Pointe-Noire et le permis d'exportation de l'entreprise a été suspendu. Mais son permis portant sur les palmiers à huile est resté inchangé.

En décembre 2017, Wah Seong, la société cotée en bourse de Robert Tan, qui avait formellement acheté Atama en 2012, a discrètement vendu sa participation pour 6 millions USD : 19 millions de moins que ce qu'elle avait payé. L'annonce a été publiée juste avant Noël, en mentionnant seulement une société écran intermédiaire présentée comme une

société holding financière. Il n'était pas précisé que son principal actif était un contrat pour le développement d'une vaste plantation de palmiers à huile en République du Congo. Cette entreprise mystérieuse, dont l'adresse donnée est une société prête-nom opérant à partir d'un petit bureau dans une banlieue de Kuala Lumpur (et servant de façade à plus de 250 entreprises), est maintenant le principal actionnaire du projet Atama.

À peu près au moment où l'activité d'abattage se renforçait dans la concession d'Atama, au milieu de/vers la mi-2016, **l'abattage et le défrichage ont aussi commencé dans une concession de palmiers à huile et d'hévéas accordée à une société liée, Lexus Agric, dans le sud du Congo.** Il a été établi que Lexus, une société malaisienne filiale ou sœur d'Atama, a obtenu une autorisation pour une concession de 50 000 hectares en 2013, dont la moitié devait être plantée de palmiers à huile et l'autre moitié d'hévéas.

Aucun contrat ni autorisation de concession n'a été publié, mais une carte obtenue auprès des autorités révèle que la majeure partie de la zone couverte par l'autorisation était également boisée. Les dernières conclusions de l'Observateur indépendant officiel montrent que Lexus Agric opère également illégalement, tandis que les images satellites révèlent **une exploitation forestière qui dépasse largement les limites légales de son permis de déforestation.** En janvier 2018, l'entreprise avait percé plus de 20 km de routes forestières dans la forêt environnante.

Le directeur général de Lexus est Jérémie Issamou qui, jusqu'en 2015, était également directeur général adjoint d'Atama. En juin 2016, alors qu'Atama et Lexus poursuivaient leurs activités illégales d'abattage, J. Issamou a publié la photo d'une grume géante à l'arrière d'un camion sur sa page Facebook. Un commentaire ajoute : « Attention. Ne vous vantez pas trop de votre activité secondaire. Sinon sanctions... » La personne qui a fait ce commentaire était Simon Dieudonné Savou, le Directeur général de l'agriculture en République du Congo.

République démocratique du Congo : défrichage de forêts sans permis

Le défrichage illégal des forêts se produit en République démocratique du Congo sous couvert de projets de réaménagement de plantations abandonnées. Le manque de transparence est particulièrement préoccupant compte tenu de ce qui a été découvert malgré le secret qui enveloppe ces activités.

Depuis 2002, des autorisations sont exigées pour défricher n'importe quelle zone de forêt d'une superficie supérieure à deux hectares. Pourtant, jusqu'à présent, aucun permis de ce genre n'a été délivré par la Direction des forêts à une entreprise agricole. Un ancien haut fonctionnaire du ministère de l'Environnement a affirmé que des entreprises étaient autorisées à défricher des forêts sans permis ou évaluations d'impact et sans payer d'impôts.

Une grande entreprise semble confirmer la situation : **le Groupe Blattner Elwyn (GBE), un puissant conglomérat contrôlé par un expatrié américain.** Elwyn Blattner a construit une grande partie de l'empire commercial congolais de sa famille sous le règne du kleptocrate Mobutu Sese Seko. Parmi les actifs de GBE figurent une banque, une compagnie aérienne et la plus grande compagnie forestière de la République démocratique du Congo : **SIFORCO, qui produit un quart du bois récolté dans l'ensemble du pays.** L'Observateur indépendant de la mise en application de la loi forestière, officiellement mandaté, a découvert qu'en 2013 une des concessions de

SIFORCO avait coupé 50 % plus d'arbres qu'autorisé, soit l'équivalent de plusieurs millions de dollars.

GBE est également l'une des plus grandes entreprises agro-industrielles de la République démocratique du Congo. Elle **contrôle plus de 42 000 hectares pour la production d'huile de palme, de caoutchouc et de cacao**. Elle possède entre autres la Compagnie de Commerce et Plantation (CCP), les plantations Lisafa et Ndeke, qui couvrent environ 6 900 hectares. Earthsight, en partenariat avec une ONG locale, le Groupe d'action pour sauver l'homme et son environnement (GASHE), a découvert des éléments prouvant que la CCP avait **illégalement transformé quelque 1 860 hectares de forêts en plantations de palmiers à huile**. L'entreprise opère également sans l'Évaluation d'impact socio-environnemental ou le Plan de gestion exigés par la loi.

Les ONG ont également découvert que l'entreprise est **en conflit avec les communautés locales dans les zones de l'ensemble des six plantations**. Leurs conclusions remettent également en question les droits de l'entreprise sur une grande partie des terres qu'elle occupe.

D'un village à un autre, les mêmes histoires **de promesses non tenues et de vies brisées** sont répétées. Le chef du village de Nkoy-Moke, par exemple, a affirmé que la CCP avait transformé 1 200 hectares de forêts sur leurs terres coutumières entre 2009 et 2011. Un habitant d'un autre village, Nkoy-monene, a déploré que « la rareté des produits forestiers non ligneux provoque la malnutrition dans les villages ». Sur son site Internet, GBE qu'elle aide les communautés locales en construisant et en équipant des écoles, mais de nombreuses écoles promises n'ont jamais été achevées ni équipées. Cela n'a rien de surprenant, puisque cela fait longtemps que **GBE ne respecte pas ses obligations envers les communautés dans ses concessions forestières**.

Les puissants ministères de l'agriculture et les autres autorités compétentes dans ces pays restent une véritable boîte noire, et les donateurs internationaux qui travaillent avec eux ont fait peu d'efforts observables pour en découvrir le contenu. Au contraire, **l'argent des donateurs continue d'affluer**.

Earthsight, info [at] earthsight.org.uk
www.earthsight.org.uk

(1) Pour plus d'informations sur Olam au Gabon, voir « GRAINE de désespoir : Les communautés perdent leurs terres et leurs sources d'eau dans l'agro-industrie d'OLAM au Gabon, Bulletin WRM 231, juin 2017, [wrm/section1/graine-de-desespoir-les-communautes-perdent-leurs-terres-et-leurs-sources-deau-dans-lagro-industrie-dolam-au-gabon/](http://www.wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/graine-de-desespoir-les-communautes-perdent-leurs-terres-et-leurs-sources-deau-dans-lagro-industrie-dolam-au-gabon/) ou « L'escroquerie des plantations de palmiers à huile 'vert' : le cas d'OLAM », Bulletin WRM 230, avril-mai 2017, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/lescroquerie-des-plantations-de-palmiers-a-huile-ecologiques-le-cas-dolam/>

(2) Pour plus d'informations sur Atama, voir « République du Congo : « ATAMA Plantations est aujourd'hui à l'origine d'un mécontentement des communautés locales et de toute la communauté nationale », Bulletin WRM 233, septembre 2017, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/republique-of-congo-atama-plantation-constitue-aujourd'hui-un-malaise-pour-les-communautes-locales-et-toute-la-communaute-nationale/>

Uruguay : menace de construction d'une troisième usine géante de cellulose



Uruguay. Ph: WRM

Avec une superficie d'à peine 17 millions d'hectares et un peu plus de trois millions d'habitants, l'Uruguay compte deux usines géantes de production de cellulose. D'une part, l'usine de la finlandaise UPM (anciennement Botnia) située sur le fleuve Uruguay produit 1,3 million de tonnes par an. D'autre part, l'usine Montes del Plata sur le fleuve de la Plata, du consortium formé de la suédo-finlandaise Stora-Enso et de la chilienne Arauco, produit 1,4 million de tonnes par an.

Actuellement, le projet de construction d'une éventuelle troisième usine a été mis de l'avant. En 2017, UPM a signé un contrat avec le gouvernement uruguayen pour l'installation de sa deuxième usine dans le pays. Dans ce projet, la multinationale impose des conditions exorbitantes que le gouvernement a acceptées.

Rien de nouveau ici. Lors de l'installation des deux premières usines, le gouvernement uruguayen avait accordé tous les avantages que ces entreprises avaient exigés (notamment l'installation en zone franche et l'exonération d'impôts nationaux). Il avait préparé des accords sur mesure de protection des investissements et signé des ententes « secrètes » avec les entreprises. Le tout dans un hermétisme complet et en divulguant les conséquences de ces accords pour le pays seulement après leur signature.

L'entreprise impose, le gouvernement dispose

En 2016, les rumeurs ont commencé à circuler sur la construction d'une troisième usine géante de cellulose. Celle-ci serait installée dans le centre du pays, sur une autre des principales sources d'eau douce du pays, la rivière Negro, avec un investissement de 4 milliards de dollars. La future usine serait située à environ 300 kilomètres de la capitale Montevideo. Et l'histoire s'est une nouvelle fois répétée. Le gouvernement a agi dans le secret le plus absolu, en excluant complètement la société civile et en entamant les négociations avec la finlandaise UPM pour l'installation de sa deuxième usine géante (UPM2) en Uruguay. (1)

À la fin de 2017, le gouvernement a signé un contrat avec l'entreprise qui a permis à UPM d'obtenir les conditions nécessaires pour aller de l'avant avec son investissement. Cette usine aurait une capacité annuelle de production de jusqu'à 2,4 millions de tonnes de cellulose. Avec ce contrat, le gouvernement s'est engagé à réaliser des ouvrages d'infrastructure routière et ferroviaire pour relier l'usine de cellulose avec la capitale du pays, ainsi que la construction d'ouvrages dans le port de Montevideo à l'usage exclusif de l'entreprise. D'une valeur supérieure à mille millions de dollars, ces ouvrages ont été fixés comme condition pour que l'entreprise tranche en faveur de son installation dans le pays. Et ce n'est qu'après que le gouvernement « a avancé considérablement » dans la réalisation des ouvrages annoncés, que l'entreprise confirmerait si elle construit l'usine UPM2 dans le pays. (2)

Négociations secrètes et fausses promesses

Une fois encore, convaincu que la troisième usine de cellulose « sauvera » le pays, le gouvernement a cédé aux pressions d'UPM. Lorsque le contrat secret a été rendu public, il est devenu clair à quel point les négociations ont été absurdes.

L'entreprise et le gouvernement ont lancé de fausses promesses pour tenter de « pacifier » le scandale des exigences de l'UPM. Et l'histoire s'est répétée une nouvelle fois. Ce sont les mêmes promesses faites lors de la construction des deux premières usines : des milliers et des milliers d'emplois, une augmentation du PIB, du développement et encore plus de développement.

En mars 2018, le document sur la « viabilité environnementale de l'emplacement, » une des étapes préalables à la présentation d'une évaluation d'impact environnemental, a été publié. Ce document a permis au public à d'accéder à d'autres données sur le projet. (3)

Investissement : selon un article récent du MOVUS (Movimiento por un Uruguay Sustentable, Mouvement pour un Uruguay durable), l'investissement que l'entreprise promet, si le gouvernement d'Uruguay respecte sa partie de l'accord, atteindrait environ 2,5 milliards de dollars au lieu des 4 milliards annoncés initialement. Cependant, les investissements du gouvernement uruguayen seraient d'environ 1,85 milliard de dollars au lieu du milliard indiqué à l'origine ; (4)

Plantations : L'expansion de la monoculture d'arbres découlant de l'installation d'usines de cellulose constitue une des principales dénonciations des groupes de la société civile à propos de ce projet. Malgré les centaines de milliers d'hectares de monocultures d'eucalyptus que le pays compte déjà, les usines auront besoin d'encore plus de plantations situées à proximité de celles-ci. Même si le gouvernement avait manifesté qu'il ne serait pas nécessaire d'augmenter la superficie des plantations, les documents récemment publiés montrent que si le projet va de l'avant, la superficie des monocultures d'eucalyptus augmentera de presque 90 000 hectares dans la zone d'impact du projet ;

Emplois : à court terme, les promesses de milliers d'emplois durant l'étape de construction d'UPM2 peuvent éblouir. Mais après les trois premières années, à partir de la mise en service, l'ensemble du complexe de l'usine ne créera qu'environ 500 emplois, selon les données de l'entreprise ;

Revenus pour le pays : puisqu'elle se trouvera dans une zone franche, l'entreprise ne payera aucun type d'impôt. La redevance due en vertu du contrat pour l'utilisation de la

zone franche est de 2,1 millions de dollars par an, un montant dérisoire si on le compare aux plus de 1,8 milliard de dollars investis par le gouvernement d'Uruguay en infrastructures et autres subventions.

Eau : selon l'UPM, l'entreprise contribuera à améliorer la qualité de l'eau de la rivière Negro. Dans les faits, l'usine puisera 125 millions de litres d'eau de la rivière par jour et retournera 106,5 millions de litres « d'effluents traités, » selon l'entreprise. La demande en eau de l'usine équivaut à celle d'une ville de 960 000 habitants ! Les eaux de la rivière Negro sont déjà saturées de substances comme le phosphore et l'azote. Même si l'entreprise garantit que les niveaux de contamination de ses effluents seront inférieurs aux seuils permis par les normes pour tous les éléments y compris ceux-ci, elle aggravera tout de même l'eutrophisation (augmentation démesurée des algues toxiques) déjà existante de la rivière. (4)

Une leçon non apprise

Aujourd'hui, le pays compte plus d'un million d'hectares de monocultures d'eucalyptus et de pins qui appartiennent pour la plupart à une poignée de sociétés transnationales. UPM et Stora-Enso/Arauco possèdent presque un demi-million d'hectares.

Les plantations industrielles d'arbres et la « sojatisation » (remplacement des cultures traditionnelles par le soja) ont contribué à une transformation sans précédent du pays : les prairies (le principal écosystème de l'Uruguay) ont été remplacées par des déserts verts de soja et d'arbres ; la tenure de la terre a changé significativement avec une grande concentration des terres dans les mains de sociétés transnationales ; et le dépeuplement de la campagne s'est accéléré. Selon le dernier recensement, moins de 5 pour cent de la population du pays vit en milieu rural. Le prix de la terre s'est multiplié par 10 de 2000 à 2014.

Avec le temps, les promesses d'emploi et de développement ne sont pas tenues. La population locale reçoit des aumônes dérisoires dans le cadre des programmes de « responsabilité sociale d'entreprise, » comparativement aux profits qu'engrangent ces grandes sociétés privées. Le taux de chômage du département du Río Negro, où se trouve la première usine d'UPM qui a commencé ses activités en 2007, est le plus élevé au pays.

Malgré les effets évidents dénoncés, les entreprises tentent d'écoblanchir leurs activités en « conservant » la flore et la faune indigènes dans quelques « îles » du territoire. Pour y parvenir, les sociétés investissent dans des techniciens et des ONG de conservation. Toutefois, à l'extérieur de ces « îles de conservation, » la création de cycles courts continus de 7 ou 8 années de monocultures d'arbres détruit des centaines de milliers d'hectares de champs. Les plantations industrielles génèrent de multiples effets négatifs : diminution ou perte totale de l'eau des ruisseaux et des puits ; impact sur la faune et la flore indigènes ; rupture du tissu social et familial en milieu rural, pour n'en nommer que quelques-uns.

Néanmoins, le gouvernement uruguayen continue d'attacher le pays à de nouveaux mégaprojets celluloseux sans discuter du modèle industriel des monocultures à grande échelle ni des conséquences qu'ils entraînent pour les populations locales et le pays en général.

Ces mégaprojets favorisent les inégalités, les iniquités et la dépendance envers le capital étranger. C'est ainsi que se consolide, une fois de plus, une économie d'enclave, un pays du Sud mondial fournisseur de matières premières aux pays du centre, dont la population assume les coûts environnementaux et une partie des coûts économiques. Est-ce le pays que nous voulons ?

Lizzie Díaz, lizzie [at] wrm.org.uy y Teresa Pérez, teresap [at] wrm.org.uy
Membres du secrétariat international du WRM

(1) « Que ganaría Uruguay con una tercera planta de celulosa? » <http://www.guayubira.org.uy/2017/05/que-ganaria-uruguay-con-una-tercera-planta-de-celulosa/>

(2) Contrat Uruguay – UPM

https://medios.presidencia.gub.uy/tav_portal/2017/noticias/NO_Y823/contrato_final.pdf

(3) Viabilidad Ambiental de Localización de UPM2 https://www.dinama.gub.uy/oan/wp-content/uploads/2018/02/VAL_Planta-de-celulosa-Paso-de-los-Toros-.pdf

(4) « La insustentable levedad de la planta UPM 2 » <http://www.observatoriodelaguaenuruguay.com/la-insustentable-levedad-de-la-planta-upm-2/>

Indonésie : la résistance du sacré à Bali contre la « révolution verte » et l'industrie du tourisme



Indonésie. Ph: WRM.

Parmi les plus de 17 000 îles que compte ce que nous appelons aujourd'hui l'Indonésie, Bali est une destination touristique de niveau mondial. Les millions de personnes qui la visitent annuellement sont attirées par ses plages, ses rizières considérées un patrimoine mondial de l'UNESCO et ses fameux temples hindous. Ce n'est pas un hasard si Bali est connue comme l'île des Dieux : le sacré, vécu par la population locale dans ses relations quotidiennes, fait partie de la gamme d'attractions de l'île. Mais les effets du tourisme sur la vie des communautés sont peu connus.

Les *subaks* menacés

Les *subaks* millénaires sont l'expression des relations communautaires à Bali. Légalement reconnus comme une simple structure d'irrigation, les *subaks* constituent en fait **un système millénaire de croyances qui orientent la façon dont les gens se lient les uns aux autres et avec les autres sphères de la vie.**

Ainsi, les *subaks* ne sont pas de simples canaux d'irrigation qui fournissent de l'eau aux champs de riz ou à la culture de fruits et d'autres aliments. Ils lient aussi les éléments qui font de l'eau la religion de Bali : le temps, la terre, l'air, les forêts, les cultures, les danses, les offrandes, les temples. Les *subaks* sont vécus par les communautés et administrés par des fédérations composées de dirigeants chargés de les considérer intégralement.

Cependant, les menaces contre les *subaks* se sont intensifiées au cours des 50 dernières années. Dans la décennie de 1970, le gouvernement dictatorial de Suharto a introduit de force en Indonésie les paquets de la « révolution verte » : les agriculteurs ont été obligés d'utiliser de nouvelles semences de riz « améliorées », produites par des sociétés privées, dont la culture exige des doses élevées d'engrais chimiques et de produits agrottoxiques. Les paysans qui refusaient ces paquets étaient arrêtés. C'est ainsi que la production de semences traditionnelles à Bali a décliné, en même temps que les produits chimiques contaminaient l'eau et que les familles sont devenues dépendantes et forcées d'acheter leurs intrants.

Par conséquent, **la conception sacrée des systèmes traditionnels balinais a résisté à l'imposition d'une « modernisation de l'agriculture » et, presque simultanément, à la projection de Bali en tant que destination touristique.** Des intérêts économiques ont ensuite convoité les mers, les terres et les forêts de l'île et à transformer ce système culturel et philosophique complexe en produit qui pourrait être vendu aux touristes.

Depuis ce temps, le mégatourisme promu par divers investisseurs cause une augmentation exponentielle de la demande en eau et la multiplication des ouvrages construits (routes, hôtels, stations balnéaires, magasins). En l'absence de service sanitaire, une bonne partie des effluents des égouts sont versés directement dans les canaux des *subaks* distribués partout sur l'île. Ces *subaks* sont aussi utilisés pour l'approvisionnement des villages en eau et l'irrigation des rizières séculaires, lesquelles se trouvent au cœur de la reproduction de la vie des communautés. À Bali, il existe 17 noms différents pour nommer les différents stades du grain de riz, depuis son ensemencement jusqu'au moment où il est servi à table.

Au sud du volcan Batu Karu, à Jatiluwih, se trouvent des rizières qui sont devenues une attraction touristique mondiale. Planté dans plus de deux mille hectares, le riz traditionnel balinais est cultivé en terrasses pour alimenter les familles qui vivent de cette culture, dans un système culturel composé de 20 *subaks* unis à la forêt et au lac Tambligan que protège une série de temples, dont le plus important se trouve en haut du volcan. Ses terrasses inondées, conçues avec minutie, font partie d'un des patrimoines mondiaux de l'UNESCO.

Mais la renommée mondiale de ce site attire 160 000 touristes par année et place les communautés devant une contradiction : **ce qui pourrait constituer une source de revenus favorise en fait l'appropriation des terres et des maisons de la part de gens de l'extérieur, ainsi que la réduction de l'eau disponible pour les rizières, notamment durant la saison sèche.** Alors que les communautés protègent les ressources avec l'aide de l'UNESCO, il n'existe aucune réglementation pour empêcher l'acquisition de terres par les investisseurs, ce qui met en péril le mode de vie des communautés, leur subsistance et le patrimoine mondial lui-même.

Les subaks résistent

Malgré les impositions de la « révolution verte » et les appropriations de la zone par des investisseurs de l'industrie du tourisme, **l'agriculture traditionnelle constitue une stratégie pour assurer la continuité, défendre la propriété communale de la terre et rétablir la relation avec le sacré.** Dans le district de Karangasem, à l'est de Bali, 214 familles se sont organisées pour la production biologique de riz et d'autres cultures. Elles prévoient revenir à l'utilisation des variétés traditionnelles de riz balinais, lesquelles ne requièrent pas d'engrais ou de pesticides et se conservent plus longtemps après la récolte. Puisque plusieurs *subaks* partagent la même source d'eau, les familles savent qu'en utilisant des produits chimiques, **elles contamineraient l'ensemble du système** en plus de toucher leur propre communauté.

« Selon les anciens habitants, nous ne pouvons pas prendre l'eau seulement pour nous, et encore moins pour la vendre. C'est la même chose en agriculture. L'eau que nous prenons est empruntée parce que nous devons ensuite la retourner dans l'état dans laquelle elle était lorsque nous l'avons prise. Tous les jours, nous présentons des offrandes à l'eau, et l'eau nous sera donnée si nous la respectons, » explique DwiMardana, agriculteur de la

communauté de Peladung, située au pied du volcan Agung. En 2010, sa communauté a empêché Aqua Danone, la multinationale française de produits alimentaires, d'exploiter la source d'eau. À cette occasion, les familles d'agriculteurs ont voté pour interdire à la société d'extraire l'eau pour l'embouteiller et la commercialiser, même si les chefs y étaient favorables.

La sacralité de l'eau (l'eau n'est pas un bien que l'on garde ni une marchandise) a prévalu sur les promesses d'emploi et d'argent du gouvernement et d'Agua Danone. Ceux-ci ont accepté d'organiser un vote parce qu'ils étaient convaincus d'obtenir l'appui de la communauté pour leur projet. Ils se sont trompés. Dans la confrontation entre les deux conceptions du monde opposées, le sacré, enraciné dans le quotidien des gens, une empreinte de leur identité, l'a remporté. « L'eau est notre religion et notre vie ; c'est pourquoi nous ne pouvons accepter que quelqu'un vienne la perturber, » résume Dwi.

Adat : régulation communautaire

À Bali, les communautés possèdent leur propre système traditionnel de « régulation communautaire, » appelé *adat*, basé sur des coutumes transmises depuis des générations et distinct de la législation étatique. L'exemple de la résistance aux investissements d'Aqua Danone, à Peladung, démontre la force que peut avoir cette régulation communautaire qui illustre la contradiction entre la logique étatique et la logique communautaire.

Au sud-est du volcan Batu Karu, dans le centre l'île, Munduk, dont l'existence remonte au 8^e siècle, représente une des quatre communautés qui protègent le lac Tambligan. Elle démontre comment la « régulation communautaire » peut empêcher le tourisme de s'approprier la vie. Entourée de forêts, la région est convoitée par des entrepreneurs et des compagnies forestières. Cependant, pour mener toute activité économique, il faut au préalable obtenir la permission de la communauté.

Au 13^e siècle, la communauté qui vivait sur les rives du lac a décidé de déménager sur le flanc inférieur de la montagne et de protéger le territoire de l'ancien village entouré de temples. Là, comme ailleurs sur l'île, la résistance est liée au sacré : **la communauté possède son propre projet de protection du lac Tambligan, considéré comme une source de vie, et a donc résisté à plusieurs reprises aux offensives de secteurs économiques.**

À son tour, dans le Tenganan millénaire, protégé par des montagnes et des symboles de la résistance balinaise contre les invasions successives de l'île, **une forte « régulation communautaire » parvient à imposer des limites à l'action de l'industrie du tourisme et à empêcher l'exploitation forestière de 900 hectares de forêt.** Même si les visites sont permises depuis les années 1970, la communauté, considérée la plus ancienne de Bali, dispose d'un code interne et de systèmes de prise de décision qui, comme à Munduk, interdisent les interventions économiques.

À Tenganan, l'*adat* comprend un ensemble de règles et de sanctions que les membres de la communauté doivent suivre pour protéger leur culture et leur mode de vie, même s'ils peuvent choisir de recevoir des touristes et toucher des revenus du tourisme. La terre, par exemple, ne peut être vendue et les touristes ne peuvent s'héberger dans la communauté ni participer aux cérémonies sacrées. Même les résidents de la communauté ne peuvent

pas prendre de photo des rituels. Les enfants vont à l'école à l'extérieur de la communauté, mais participent aussi au processus éducatif sur la réglementation interne.

Le cas de la baie de Benoa

Les résistances montrent que **l'industrie du tourisme agit de la même manière que le modèle extractiviste, en menaçant les moyens de subsistance des communautés locales, avec la cooptation des dirigeants et de la jeunesse. La mise en vente de terres sur le marché mondial constitue un élément important de ce processus.**

Le grand projet de la baie de Benoa, à l'extrême sud de l'île, où se trouve l'aéroport international de Denpasar, port d'entrée des touristes, en constitue un exemple clair. C'est le seul endroit à Bali où l'on peut voir le lever et le coucher du soleil dans la mer. À la fin de son mandat, l'ancien président de l'Indonésie, Susilo Bambang Yudhoyono, a signé un décret qui a converti une zone de conservation en projet de récupération de terres. Le gouvernement actuel de Joko Widodo a poursuivi le développement de ce projet.

Le projet, soutenu par la Banque mondiale et Tirta Wahana Bali Internasional, un grand groupe économique local dirigé par le magnat Tomy Winata, inclut la construction d'îles artificielles reliées par des ponts pour l'établissement de stations balnéaires et d'autres entreprises touristiques, en plus d'un circuit de Formule 1. Le projet promet des milliers d'emplois. Cependant, la baie de Benoa abrite une multitude de communautés de pêcheurs qui vivent de la mer et n'auraient plus accès à leurs temples, à leurs terres, à la baie, ni à leurs bateaux de pêche. De plus, ces mêmes communautés vivent des mangroves qui ne sont pas prises en compte dans le projet de récupération.

Devant la menace de perte de territoire des communautés et d'appropriation de terres, en plus de la destruction des mangroves, **un grand mouvement de résistance contre le projet de récupération de la baie s'est consolidé à Bali.** Formé d'habitants de l'île, d'artistes et de militants, le Forum balinaise contre la récupération, ForBALI, (*Balinese Against Reclamation Forum* en anglais), a obtenu le report des plans du gouvernement et du secteur privé grâce à des mobilisations, des réunions avec des dirigeants locaux et des manifestations devant les bureaux d'organisations publiques.

La résistance à Bali survient en raison de l'articulation de ForBALI, de la force de l'*adat* ou système de « régulation communautaire » traditionnel et de l'expérience du sacré lié aux *subaks*, aux forêts et à l'eau. À leur tour, dans des actions modestes, mais emblématiques, afin de cacher la beauté de leurs champs de riz, des communautés ont installé des panneaux géants qui empêchent les touristes curieux de prendre des photos de leur vie quotidienne dans les plantations. Le sacré continue de résister, en s'opposant aux conceptions du monde représentées par la « révolution verte » et le tourisme qui transforme tout en marchandise.

Carolina Motoki, carolina [at] wrm.org.uy
Membre du secrétariat international du WRM

Le projet Envira REDD+ dans l'État d'Acre, au Brésil : une certification Gold pour des promesses vides



Projet Envira Amazônia. Ph: WRM

Le « projet Envira Amazonia » est l'une des trois opérations de crédits carbone forestier (REDD+) menées par la société américaine CarbonCo LLC dans l'État brésilien d'Acre. La zone du projet couvre près de 40 000 hectares de forêt amazonienne et fait partie d'une immense propriété de 200 000 hectares revendiquée par la société JR Agropecuária e Empreendimentos EIRELI. Cette revendication est toutefois contestée. **Les familles des récolteurs de caoutchouc vivent sur ces terres depuis des générations** mais la plupart d'entre elles n'ont pas été en mesure d'obtenir des titres légaux qui officialisent leurs droits sur cette zone. **Le projet REDD+ menace l'avenir de la communauté** car il impose des restrictions sur l'utilisation future des terres et empêche les familles de remettre en activité les parcelles agricoles abandonnées au cours de la dernière décennie.

Le principal propriétaire de la société brésilienne impliquée dans le projet REDD+ d'Envira Amazonia est Duarte Jose do Couto Neto. Do Couto Neto est impliqué dans un certain nombre d'entreprises (1) et a été candidat pour le parti d'extrême-droite Prona de l'État de l'Acre dans les années 1990. Pas plus tard qu'en septembre 2017, il a exprimé son soutien au candidat d'extrême-droite actuel à l'élection présidentielle au Brésil et à la dictature militaire en déclarant qu'il aspirait au régime militaire (« *Saudades e muita do regime militar* »). (2)

Comme dans la plupart des régions de l'Amazonie brésilienne, **le régime foncier dans la zone du projet est compliqué et contesté**, mais il est impossible de le savoir par la lecture du projet ou des documents de certification : la revendication du propriétaire foncier sur cette énorme superficie de 200 000 hectares est considérée comme acquise et aucune litige foncier n'est mentionné. Dans les documents de la norme Climat, Communauté et Biodiversité (CCB) on ne se pose non plus la question de savoir comment une seule personne – en l'occurrence Duarte Jose do Couto Neto – a pu légalement acquérir une si vaste étendue de terres privées à proximité de la zone frontalière du pays avec la Bolivie et le Pérou. Les récolteurs de caoutchouc utilisent la terre depuis des générations et ont des droits légaux sur les terres qu'ils occupent bien que très peu de

familles détiennent des titres fonciers. **Une dizaine de familles de récolteurs de caoutchouc reconvertis en paysans détiennent des titres fonciers à l'intérieur des quelque 40 000 hectares qui constituent le projet REDD+ d'Envira Amazonia. De plus, environ 40 familles vivent à l'intérieur de la zone périphérique mais à l'extérieur du site du projet REDD+.** Selon le dossier du projet, ce projet REDD+ prétend protéger l'ensemble des 200 000 hectares et laisse penser que ces communautés vivant en dehors de la zone du projet sont également bénéficiaires, sans toutefois expliquer pourquoi ou comment elles sont concernées ou affectées.

En 2015, le projet Envira Amazonia REDD+ a été certifié conforme à la norme Climat, Communauté et Biodiversité (CCB) par le partenaire brésilien de Rainforest Alliance, Imaflora. Les évaluations de la certification Verified Carbon Standard (VCS, maintenant appelée Verra) ont été effectuées par Environmental Services Inc. (3) En 2016, les certificateurs ont délivré le premier lot de crédits carbone du projet et un deuxième lot en novembre 2017. (4) La base de données VCS montre qu'au cours de l'exercice 2016/2017, au moins 750 000 crédits carbone du projet REDD+ d'Envira Amazonia ont été vendus. (5)

La communauté ne sait pas que le projet vend déjà des crédits carbone

Lorsque le World Rainforest Movement (WRM) a rendu visite aux familles vivant dans les presque 40 000 hectares du site du projet Envira Amazonia REDD+, en mars 2018, **les membres de la communauté ne savaient pas que le projet avait été « approuvé » et vendait déjà des crédits carbone.** Les habitants ont expliqué que beaucoup d'étrangers étaient venus dans la région au cours des années précédentes, mais peu leur avaient parlé et beaucoup ne semblaient pas parler portugais. Ils ont effectué des études et **une personne a rendu visite à chaque famille individuellement pour les convaincre de soutenir le projet carbone.**

La plupart des familles ont signé un formulaire suggérant un soutien au projet ou ont été photographiées lorsqu'elles ont reçu un kit dentaire. **Ce kit dentaire contenait un petit tube de dentifrice et une brosse à dents,** et constitue, avec l'offre d'une visite gratuite chez un dentiste le seul avantage tangible dont les membres de la communauté ont bénéficié à ce jour.

Des promesses (vides) à la base de l'attribution du certificat CCB Gold Level

Si les avantages tangibles pour les habitants se sont limités à un kit dentaire et à une unique visite chez le dentiste, de nombreuses promesses ont été faites lors de la présentation du projet aux familles. Les habitants ont confirmé que les promesses faites correspondent à celles qui apparaissent dans le document de projet préparé pour la certification CCB : « pour aider les communautés locales et atténuer les pressions de déforestation, les propriétaires vont également mettre en œuvre de nombreuses activités telles que la fourniture de cours de vulgarisation agricole, la mise en place de patrouilles sur les sites de déforestation potentiels au cours des premières phases du projet, l'attribution de titres de propriété aux communautés locales et la création d'autres activités économiques, notamment la commercialisation de la collecte des plantes médicinales et de l'açaí. » (6)

Imaflora a accordé un certificat CCB « Gold Level » au projet Envira Amazonia REDD+ en 2015/2016 sur la base des promesses du promoteur du projet à la communauté.

Pourtant, **aucune de ces promesses n'a été tenue**. Comme on l'a dit plus précédemment, les propriétaires du projet semblent n'avoir même pas informé la communauté du fait que le projet REDD+ avait réussi les évaluations de certification et vendait déjà des crédits carbone. La publicité pour le projet REDD+ d'Envira Amazonia souligne également les avantages que le projet est censé apporter à la communauté. Une publicité de carbonfund.org pour le projet, par exemple, affirme que la communauté bénéficie du projet REDD+ : « Divers projets sociaux et activités visent à atténuer les pressions de la déforestation et à bénéficier aux communautés locales, parmi lesquels, entre autres : des cours de vulgarisation agricole, des patrouilles en bateau sur les sites potentiels de déforestation, l'amélioration des écoles et des cliniques locales et le développement d'infrastructures locales pour vendre de l'açaï, des plantes médicinales et du caoutchouc récoltés localement. » (7) Des photos d'enfants devant l'école communautaire (qui n'est plus opérationnelle depuis deux ans et est en mauvais état) et une photo d'une réunion communautaire à l'intérieur du bâtiment scolaire sont incluses pour laisser penser que le projet apporte des bénéfices à la communauté locale.

Envira Amazonia REDD+ : en réalité pour les familles, des restrictions, pas des avantages

Tandis que les propriétaires du projet et les organismes de certification créent une réalité virtuelle d'un projet Envira Amazonia REDD+ apportant ses bienfaits aux familles dans la zone du projet, la réalité pour la communauté sur le terrain est similaire à celle des communautés affectées par les deux autres projets REDD+ de CarbonCO LLC dans l'État d'Acre, les projets REDD+ Purus et Valparaiso/Russas. (8) **Un grand propriétaire terrien doté d'un titre foncier douteux profite de la situation foncière précaire et de l'isolement de la communauté et utilise sa position de pouvoir sur les familles pour imposer des restrictions d'utilisation des terres qui risquent d'accélérer l'exode rural.**

Le projet Envira REDD+ interdit l'utilisation de la forêt par les familles de récolteurs de caoutchouc en dehors des 150 hectares actuellement accessibles pour chacune des familles vivant sur le site du projet REDD+. Les habitants ne sont donc pas autorisés à remettre en activité les parcelles récemment abandonnées qui étaient utilisées par les familles de récolteurs de caoutchouc jusque dans les années 1990. Cela va forcer les jeunes qui ont grandi dans la région et qui souhaitent poursuivre le mode de vie de leurs parents en tant que récolteurs de caoutchouc et de paysans à quitter la terre et à émigrer vers la ville où les opportunités d'emploi seront rares. **La déforestation destinée à l'élevage bovin continue à être pratiquée dans les zones environnantes par de grands propriétaires fonciers, mais les familles de paysans et de paysans se voient refuser la terre** utilisée depuis des générations pour la récolte du caoutchouc et l'agriculture paysanne.

La réalité virtuelle d'un projet REDD+ procurant des avantages « Gold Level » à la communauté, créée par les publicités sur le site web de carbonfund.org et les rapports de certification, contraste fortement avec la réalité des promesses vides et des futures restrictions d'utilisation des terres qui caractérisent le projet REDD+ Envira Amazonia sur le terrain.

Jutta Kill , jutta [at] wrm.org.uy

Membre du secrétariat international du WRM

(1) Une liste partielle des entreprises et des propriétés dans les États d'Acre et du Mato Grosso qui font apparemment l'objet d'un suivi dans le cadre de la certification du projet REDD+ (pour éviter les fuites, par exemple lorsqu'un propriétaire déplace son bétail vers ces autres propriétés) est incluse dans les documents de certification. Plusieurs propriétés (par exemple Seringal Canada) sont incluses dans le vaste domaine foncier de 200 000 hectares dont fait partie le projet REDD+. Cependant, la liste semble être incomplète et ne porte pas sur les activités dans l'État d'Amazonas auxquelles plusieurs habitants de la région ont fait référence. Au moins deux entreprises dans lesquelles Couto Neto apparaît comme partenaire ne figurent pas sur la liste : Santa Cruz Da Amazonia Empreendimentos Ltda et Start Up Da Amazonia Projetos d'Exploracao Sustentavel Ltda Me.

(2) Commentaire de Duarte Jose do Couto Neto sur un article intitulé « General do exército bate forte no STF » <https://www.blogdobg.com.br/general-do-exercito-bate-forte-no-stf/>

(3) Les rapports financiers de l'organisation à but non lucratif Carbonfund.org font apparaître un paiement de 136 802 USD en 2015 à Environmental Services Inc. Les rapports n'expliquent pas s'il s'agit du coût de la validation et de la vérification du projet Envira Amazonia REDD+ par rapport à la norme carbone VCS.

CarbonCo LLC est une filiale à 100 % de l'organisation à but non lucratif Carbonfund.org. Le rapport annuel de la Fondation Carbonfund.org 2016 est disponible sur https://carbonfund.org/wp-content/uploads/2017/12/CF_AR_2016.pdf ; les documents transmis pour l'exemption de l'impôt sur le revenu sont disponibles sur <https://carbonfund.org/about-us/>

4) Voir http://www.vcsprojectdatabase.org/#/project_details/1382 pour la longue liste des documents liés aux documents de certification Verra/VCS carbone et CCB.

(5) Lien vers la base de données VCS/Verra: http://www.vcsprojectdatabase.org/#/vcus/p_1382

(6) Document de projet Envira Amazonia préparé pour la certification CCB : http://verra.org/wp-content/uploads/2016/12/CCB_IMP_REP_SUM_ENG_DRAFT_1382_01JAN2015_31DEC2015_V1.pdf

(7) Publicité de Carbonfund.org pour le projet Envira Amazonia REDD+ :

<https://carbonfund.org/2016/12/12/envira-amazonia-project-acre-brazil-submitted-ccbs-public-comment-period-2/>

(8) Pour plus d'informations sur les impacts de ces projets sur les communautés à l'intérieur des sites de projets REDD+, voir la publication WRM « Observations sur un projet REDD privé dans l'État d'Acre, au Brésil »

<http://wrm.org.uy/books-and-briefings/observations-on-a-private-redd-project-in-the-state-of-acre-brasil/> et C. Faustino & F. Furtado (2015) : Economia Verde, Povos das Florestas e Territórios: violações de direitos no estado do Acre Bericht für die Plataforma DHESCA Brasil. http://www.plataformadh.org.br/files/2015/08/economia_verde_relatorio.pdf

Brésil : le cerrado et la ville de Três Lagoas sous le contrôle des papetières



Mato Grosso do Sul, Brésil. Ph: WRM.

Lorsque l'on visite Três Lagoas, dans l'État du Mato Grosso do Sul, Brésil, la présence ostentatoire des compagnies de cellulose et de papier partout dans la ville attire beaucoup l'attention. Au cours des dernières années, la région a connu la plus grande expansion de monocultures d'arbres d'eucalyptus au Brésil (1). En plus des terres rurales autrefois utilisées pour d'autres activités, ces monocultures s'approprient aussi la culture et l'image de la ville, la politique et les programmes sociaux.

Dans cette région, deux compagnies sont alimentées par plus de 500 000 hectares d'eucalyptus et sont représentatives du pouvoir économique de ce secteur : Fibria, récemment achetée par Suzano, avec une capacité de production totale de 3,25 millions de tonnes de cellulose par année seulement dans les usines de Três Lagoas ; et Eldorado, achetée par Paper Excellence en 2017, qui produit presque 1,7 million de tonnes de cellulose par année dans la municipalité. Peu importe le nom de la transnationale ou du groupe économique national, **il s'agit de l'expansion d'un modèle de production à grande échelle qui procure des bénéfices seulement aux grandes sociétés et nuit aux communautés rurales.**

Les compagnies de cellulose s'établissent dans cette région parce qu'elles y trouvent les conditions les plus avantageuses et favorables : faible prix de la terre, abondance de terres sur le marché, peu de propriétaires terriens, avantages fiscaux, législation flexible, absence de mouvements sociaux articulés et organisés qui opposent de la résistance. Et surtout, elles bénéficient de la complicité des gouvernements qui priorisent les « grands investissements » conformément à leur modèle de « développement » au détriment des habitants des communautés de la réforme agraire, des paysans, des autochtones et des autres communautés locales.

Le WRM, en collaboration avec le noyau d'études et de recherche de l'Université fédérale du Mato Grosso do Sul (UFMS), a effectué une visite de Três Lagoas et de sa région à la

fin de 2017. En plus de la ville, nous avons visité plusieurs villages et communautés rurales où nous avons observé que les compagnies disposaient de toutes ces conditions pour s'établir avec succès. Un habitant du village a déclaré : **« Si la terre génère des profits pour les grands, pourquoi la laisseraient-ils aux petits ? S'ils le pouvaient, ils utiliseraient des combines pour nous expulser d'ici. »**

Dans le présent article, nous montrerons comment la notion du bien public finit par se confondre avec celle du bien privé, dans un processus qui mène la population locale à dépendre des sociétés dans les sphères économiques et symboliques, en cultivant la perspective que tout changement soit impossible dans le contexte actuel.

Communautés : omission et dépendance

Dans la région de Três Lagoas, la monoculture d'eucalyptus s'étend sur les anciennes prairies de fermes louées aux compagnies de cellulose. Ce sont les communautés de la réforme agraire avec leurs plantations et leur élevage d'animaux qui brisent la monotonie du paysage saturé de plantations d'arbres. À leur tour, **les sociétés avancent dans ces territoires avec des « plans de développement » qui comprennent des projets sociaux basés sur l'absence délibérée de l'État** en ce qui concerne la mise en œuvre de politiques publiques en faveur de la population.

Les familles deviennent « dépendantes » des sociétés, que ce soit en raison de la participation à des projets sociaux, allant de la formation de professeurs à des cours d'agroécologie et à la distribution de semences et d'intrants ; ou parce que beaucoup d'habitants finissent par travailler dans les plantations pour arrondir leurs revenus.

« Si quelqu'un dit qu'il vit de son lopin de terre, il ment. L'Inkra (Institut national de colonisation et de réforme agraire) ne nous a rien donné ; les compagnies sont ensuite arrivées et à partir de ce moment, l'Inkra ne nous a rien donné de plus. Nous étions ici avant les eucalyptus, pas dans le village, mais dans un campement, la lutte ne s'arrêtera pas, » explique un habitant.

Le groupe de l'UFMS qualifie ce processus de **« privatisation de la réforme agraire. »** Ce sont les compagnies qui finissent par implanter les projets qui parfois se substituent aux « politiques publiques. » Ainsi, les compagnies contrôlent les projets et par conséquent exercent une sorte de contrôle sur les habitants.

Les projets sociaux constituent un des principaux outils des compagnies pour atteindre deux objectifs : **neutraliser la résistance des communautés et obtenir une certification forestière leur permettant de se montrer engagées avec des propositions « vertes » et socialement responsables.**

Le silence sur les effets des plantations s'explique par le fait que si les familles vivant dans les villages ou les Autochtones dénoncent ces effets, les compagnies couperaient leur accès aux avantages et aux projets sociaux qui, en réalité, devraient être des droits garantis par l'État.

Entourés de plantations d'eucalyptus, les habitants subissent aussi l'application de produits chimiques et les attaques d'animaux contre leurs cultures, notamment de sangliers, de tapirs, d'aras et de toucans. Toutes les communautés témoignent d'animaux qui attaquent leurs cultures parce qu'ils ont perdu leurs territoires au profit des plantations.

Un habitant a déclaré : **« la fonction sociale du village est devenue d'alimenter les animaux sauvages. »**

« Nous rencontrons de nombreuses difficultés à planter à cause des animaux sauvages. Des oiseaux attaquent le maïs que nous plantons. J'ai vu un toucan manger une courge verte. Nous n'avons plus de fruits. Selon les sociétés, les rives des cours d'eau sont préservées, mais ce n'est pas le cas, il ne reste rien pour les animaux sauvages. »

Une autre constatation des communautés concerne les effets sur les cours d'eau. Après l'établissement des plantations à grande échelle d'eucalyptus, les communautés affirment que l'eau diminue. **« Avant, il y avait toujours de l'eau, alors que maintenant il n'y en a plus, les rivières et les ruisseaux se sont asséchés. Mon mari allait pêcher dans des lacs qui aujourd'hui n'existent plus. »** Le biome dans la région est le *cerrado*, connu comme un « réservoir d'eau » ou une « forêt tête en bas. » Les profondes racines des arbres collaborent avec la nappe phréatique, mais cela ne se produit pas avec les plantations, tout au contraire : celles-ci consomment d'immenses quantités d'eau.

Expulsion de la campagne

Les changements dans l'utilisation de la terre en raison des plantations d'eucalyptus génèrent beaucoup d'effets : sur les gens, la flore et la faune, les sols et l'eau. Avant l'arrivée des usines de cellulose, l'élevage occupait la majeure partie de la région. Même si le modèle d'élevage est également nocif pour l'environnement, depuis la venue des plantations, on note une détérioration des relations sociales à la campagne. Les témoignages indiquent que beaucoup de familles vivaient dans les anciens domaines où elles pouvaient cultiver la terre et élever des animaux pour le lait et la viande lorsqu'au moins un de ses membres était un employé salarié. Avec la location de ces haciendas aux plantations, les familles ont dû déménager à la ville de Três Lagoas, où elles sont contraintes de vivre de leurs salaires et d'acheter leurs aliments.

« Dans la ville, nous devons même acheter la papaye verte. »

« Avant, il y avait plus d'emploi. Maintenant avec l'eucalyptus, même les maisons des haciendas louées sont détruites. Les gens ont été obligés d'émigrer dans d'autres régions pour chercher du travail. »

Par conséquent, le tissu social se dissout. Les gens qui ont émigré à la ville ne voient presque pas leurs enfants à cause des heures interminables qu'ils consacrent à parcourir les longues distances tous les jours entre leur foyer et leurs lieux du travail : **« nous n'éduquons pas nos enfants, nous ne les voyons pas grandir ; cela produit plus de pauvreté et remplit la périphérie urbaine. »**

Cette dissolution du tissu social a aussi des effets sur les écoles rurales. On observe un roulement très élevé des étudiants (dans l'école du district d'Arapua, le roulement atteint 50 élèves par mois) et beaucoup de classes ont fermé en raison de la réduction du nombre d'élèves. Ce phénomène est causé par la mobilité des travailleurs et de leurs familles ; par exemple, dans le district de Garcias où existait naguère une station de trains.

Le roulement des élèves complique le travail quotidien du personnel enseignant et nuit à la qualité de l'enseignement. « **C'est très triste de voir notre réalité.** Cent pour cent des élèves sortant de notre école ont été acceptés dans les universités publiques. L'année dernière, seulement deux de nos diplômés ont étudié dans des facultés privées, » confie un professeur d'Arapua.

La résistance est-elle utile ?

Les compagnies sont omniprésentes : dans les écoles, dans les médias, dans les activités publiques. Avec des symboles et des publicités, une sorte de « culture de l'eucalyptus » prend forme. Populairement connue comme la « ville des eaux, » Três Lagoas « s'est méritée » le titre de « capitale mondiale de la cellulose, » ces dernières années, selon les autorités, en raison de la croissance du secteur et de la transition de l'élevage à l'industrialisation et aux plantations de monocultures d'eucalyptus dans la région. (2)

Si la venue des usines « fait bouger » l'économie, il y a d'autres effets négatifs qui bien souvent ne sont pas associés à leur établissement. Notamment l'exploitation sexuelle des femmes et des filles et les nombreux problèmes de relations du travail et d'infrastructure dans la ville et à la campagne, lesquelles ne sont pas préparées pour recevoir l'afflux de personnes attirées par la promesse d'un emploi dans les usines.

À première vue, il semblerait que « tout est perdu, » que les compagnies maintiennent une emprise totale sur la campagne et la ville. Cependant, après avoir parlé avec les communautés paysannes, nous avons senti que les familles sont conscientes de la situation, mais tentent de tirer profit des projets sociaux afin d'obtenir leur autonomie.

Même si quelques familles ont reçu de maigres ressources de la part des compagnies (des montants dérisoires qui de toute façon devraient être accordés par le gouvernement), elles sont parvenues à produire des aliments non seulement à titre de source de revenus, mais aussi certainement en tant qu'affirmation de leur dignité. Nous considérons ce fait comme une forme de résistance, même si elle est silencieuse.

Par ailleurs, il existe des recherches à l'UFMS qui critiquent le modèle de monocultures d'arbres à grande échelle et tentent de susciter un dialogue avec le gouvernement et la population urbaine sur les effets de ce modèle, par exemple en proposant des débats et des visites terrain. D'autre part, l'UFMS promeut certains projets pour appuyer et favoriser la production des habitants, notamment des foires sur le campus de l'université et un projet de vente de paniers d'aliments. Deux projets distincts s'affrontent pour le présent et l'avenir de la campagne et de la ville de Três Lagoas.

Lizzie Díaz, lizzie [at] wrm.org.uy

Membre du secrétariat international du WRM

(1) Voir « Mato Grosso do Sul, la nouvelle frontière de l'eucalyptus » dans <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section3/bresil-mato-grosso-do-sul-la-nouvelle-frontiere-de-leucalyptus/>

(2) <http://www.treslagoas.ms.gov.br/a-cidade/>

LES ACTIONS EN COURS

Demandez à l'Agence suédoise de l'énergie de suspendre ses futurs versements à Green Resources et d'annuler la transaction pour l'achat de crédits carbone !

Les activités de Green Resources – à la fois une plantation forestière industrielle norvégienne et une société de compensation carbone – ont entraîné la perte de terres et de moyens de subsistance, et une augmentation de la faim pour les communautés locales de Kachung et Bukaleba, ses deux sites en Ouganda. Son seul acheteur de crédits carbone, l'Agence suédoise de l'énergie, a suspendu en 2014 une transaction de quatre millions de dollars jusqu'à ce que dix plaintes importantes associées au projet soient réglées. **Au moment où l'Agence suédoise de l'énergie réévalue la possibilité de reprendre les paiements à Green Resources, soutenez une pétition de l'Oakland Institute pour demander à l'Agence de suspendre tous les paiements à venir, et d'annuler son contrat avec Green Resources pour l'achat de crédits carbone !** Envoyez une lettre à l'Agence suédoise de l'énergie ici :

<https://www.oaklandinstitute.org/demand-swedish-energy-agency-cancel-deal-green-resources>

Inde : arrêtez les expulsions dans les réserves de tigres !

Des centaines de représentants du peuple Baiga se sont rassemblés en mars 2018 pour s'opposer aux tentatives des autorités de les expulser des forêts qu'ils habitent et gèrent depuis des temps immémoriaux. Regroupant les forces de plus de 70 villages différents, les manifestations ont été déclenchées par les mesures officielles visant à expulser deux communautés Baiga d'un « corridor » réservé à la faune sauvage. Les Baiga sont particulièrement préoccupés par deux expulsions à venir, car les autorités de l'État et le Fonds mondial pour la nature (WWF) ont promis que les expulsions n'auraient pas lieu dans les zones de « corridor » qui s'étendent entre les réserves naturelles protégées. Cependant, les populations Baiga font état de menaces, d'intimidation et de violences qui sont commises jusqu'à ce qu'ils n'aient plus d'autre choix que de quitter leurs maisons. Ces expulsions sont illégales au regard de la loi indienne et internationale. **Demandez au ministre responsable de faire respecter la loi et d'arrêter toutes les expulsions qui n'ont pas obtenu le consentement libre, informé et préalable des communautés tribales concernées.** Vous pouvez lui envoyer un e-mail ici :

<https://www.survivalinternational.org/emails/tigers>

RECOMMANDATIONS

Qui va nous nourrir ?

Un rapport du groupe ETC compare le système alimentaire industriel avec l'agriculture paysanne. L'agriculture industrielle mobilise toute l'attention (et la majeure partie des terres). Elle représente plus de 80 % des émissions de combustibles fossiles et consomme plus de 70 % de l'eau utilisée dans l'agriculture, mais ne produit qu'environ 30 % de la nourriture mondiale. Au contraire, c'est un réseau diversifié de petits producteurs qui nourrit 70 % de la population mondiale, notamment les plus marginalisés et ceux qui souffrent le plus de la faim. Découvrez le rapport (en anglais et en espagnol) ici : <http://www.etcgroup.org/whowillfeedus>

Militants finlandais protestent contre Stora Enso et Veracel

En mars 2018, des militants des Amis de la Terre Finlande et d'une association de solidarité avec les paysans sans terre dans le monde (*Maattomien ystävät ry* - en finnois) ont de nouveau manifesté en Finlande lors de l'assemblée générale des actionnaires de la société Stora Enso qui, avec le brésilien Fibria, sont les propriétaires de Veracel Celulose au Brésil. Les manifestants ont accusé Veracel d'occuper des terres illégalement et de privilégier la violence pour expulser des familles sans terre de leurs régions, où se trouvent des plantations d'eucalyptus en monoculture. Les plaintes contre Veracel sont constantes depuis que la société s'est installée dans l'extrême sud de l'État de Bahia il y a environ 25 ans. Son histoire est marquée par les illégalités, la dégradation de l'environnement et la violence. Le chercheur finlandais Markus Kroger, qui a récemment visité la région, soutient que le problème de fond est la production centralisée à grande échelle qui nécessite de vastes zones de production autour d'une méga-usine de pâte à papier. Ce modèle ne fait que rendre encore plus difficile la vie de milliers de personnes dans la région qui luttent pour obtenir des terres, dans un pays qui n'a pas encore mené une profonde réforme agraire et qui n'a pas encore délimité toutes les terres autochtones. Voir les articles qui sont parus dans la presse finlandaise :

http://www.iltalehti.fi/politiikka/201803282200844866_pi.shtml et <https://yle.fi/uutiset/3-10137268>

D'où vient tout l'or traité en Suisse ?

La Suisse est un pays pauvre en matières premières et pourtant, chaque année, 70 % de l'or extrait dans le monde y est raffiné. La Suisse abrite quatre des plus grandes raffineries d'or dans le monde. Mais d'où vient tout l'or transformé et commercialisé dans ce pays ? La Société pour les peuples menacés (SPM) en Suisse a mené des recherches sur le commerce mondial de l'or en examinant de près les cas du Pérou, des Émirats arabes unis, du Soudan, du Liberia et de la République démocratique du Congo. Le rapport « La Suisse, plateforme de l'or à risques ? » montre qu'il existe des risques importants que certains sites suisses de traitement et de négoce de l'or soient indirectement complices de violations des droits de l'homme et de destruction de l'environnement. Lire le résumé et accéder à la publication en français et en allemand sur : <https://www.gfbv.ch/fr/or-resume/>

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : **Bulletin 237 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « Lutttes pour la terre, les forêts et la souveraineté alimentaire »** (<https://wrm.org.uy/fr/>)

Inscrivez-vous au Bulletin du WRM

<http://wrm.us9.list-manage1.com/subscribe?u=f91b651f7fecdf835b57dc11d&id=a9afd536a6>

Website : <http://wrm.org.uy/fr/>

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Rédacteur en chef: Winfridus Overbeek

Editeur responsable: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Jutta Kill, Carolina Motoki y Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM

Avenue General María Paz 1615 bureau 3. CP 11400, Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy/fr/>